

Débouté avec sa loi mort-née sur la «congolité», Noël Tshiani tire à volonté sur Tshisekedi

P. 12

ECONEWS

Directeur de Publication : Faustin Kuediasala N° 501 du vendredi 29 au dimanche 31 octobre 2021 Prix : 3.000 FC

Journal en ligne
et Tri-hebdomadaire
d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/89 301 93 05
+ 243 903 185 670
E-mail : kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

2023 : Tshisekedi-Bemba-Bahati contre Katumbi-Kabila-Lamuka

P. 2

Affaire Bukanga-Lonzo : tout pour faire taire le Sud-africain Christo Grobler

Le Sud-africain Christon Grobler, directeur-gérant du Parc agro-industriel de Bukanga-Lonzo, en procès devant la Cour constitutionnelle, est au cœur d'une cabale qui révèle la panique qui gagne les rangs de ceux qui ont juré de faire couler Matata Ponyo Mapon, ancien Premier ministre, présenté comme le «responsable intellectuel» de la déroute de ce projet lancé sous son mandat à la Primature. En réalité, personne ne s'attendait à ce que Christo Grobler fasse le déplacement de Kinshasa pour comparaître. *P. 12*



PARLONS-EN

Souci d'école !

ECONEWS

Mine de rien, la semaine prochaine, le 4 novembre précisément, cela fera un mois depuis que le gouvernement a annoncé officiellement la rentrée scolaire 2021-2022.

Dans les écoles conventionnées catholiques et protestantes ainsi que celles d'autres réseaux du secteur public, les enseignants renoncent à la craie et conditionnent la reprise des enseignements par la satisfaction de leurs revendications.

Une rentrée scolaire actuellement paralysée par une grève sèche qu'ils ont amorcée depuis le 4 octobre. Parmi les réclamations des enseignants figurent *(Lire page 2)*

Après Israël, Félix Tshisekedi attendu ce samedi au sommet de G20 à Rome *P. 3*

Après une semaine des discussions à Kinshasa
**Le FMI indique la voie à
suivre : «l'amélioration de la
gouvernance reste une pierre
angulaire du programme» *P. 5***

2023 : Tshisekedi-Bemba-Bahati contre Katumbi-Kabila-Lamuka

La cartographie politique de la République est en pleine recomposition. A deux ans des élections de 2023, des lignes commencent déjà à bouger. Si Vital Kamerhe, emprisonné, ne fait pas partie du jeu, le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, prendra déjà le soin non seulement de quadriller son secteur mais aussi de reconforter ses alliances avec ceux qui continuent à faire preuve de loyauté au sein de l'Union sacrée de la nation. Avec le départ annoncé de Moïse Katumbi, tout est à refaire. En 2023, tout va se jouer entre deux blocs,

De plus en plus, la cartographie des alliances en 2023 se dessine dans les salons huppés de Kinshasa et de l'ex-Katanga. Des réajustements sont en train de se faire en douceur. Cependant, rien n'est gravé dans du marbre dans la mesure où, les égots démesurés des acteurs politiques congolais n'ouvrent aucune perspective à des concessions qui permettraient de réussir des fronts solides. L'épisode de Genève qui avait fait de Fayulu candidat commun ne pourrait pas être réédité parce que Katumbi ne voudra pas s'effacer une fois de plus pour Fayulu. Il voudra obtenir de lui le même soutien comme à Genève.

CARTOGRAPHIE 2023

Si les élections se tiennent aujourd'hui, les principales alliances en présence pourraient se constituer autour de deux blocs. Il s'agit du camp Tshisekedi qui pourrait être constitué de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et son UDPS, de Jean-Pierre Bemba et son Mouvement de libération du Congo (MLC) et de Modeste Bahati et son AFDC. Il va de soi que d'autres

personnalités comme Guy Loando, Sama Lukonde, Jean-Pierre Lihau, apporteront également leurs parts à la victoire à la présidentielle et aux législatives.

En face, la lutte sera âpre entre Moïse Katumbi et son Ensemble pour la République, Martin Fayulu et la personnalité qui viendrait des rangs des partisans de l'ancien président Joseph Kabila. Là aussi de nombreux soutiens viendront apporter leurs contributions. Adolphe Muzito, par exemple, ne voudrait pas d'un émiettement des voix. L'Eglise catholique au Congo et l'Eglise du Christ au Congo vont certainement faire un choix stratégique en appuyant les seconds, même si c'est clair qu'elles ne battront pas campagne au profit d'un camp.

UDPS : DES COMBATTANTS EN « POSITION D'ALERTE »

Face au « Bloc patriotique » qui se forme autour de Lamuka du duo Fayulu-Muzito, du FCC (Front commun pour le Congo) et Ensemble pour la République, l'UDPS, le parti au pouvoir, s'organise pour leur

avec d'un côté Jean-Pierre Bemba du MLC et Modeste Bahati Lukwebo de l'AFDC-A rangés derrière le Chef de l'Etat, et en face, le camp de la résistance qui réunira probablement Katumbi, le FCC de Joseph Kabila et le tandem Fayulu-Muzito. L'UDPS, le parti présidentiel, qui ne cache plus sa ferme volonté de faire triompher en 2023 son candidat, Félix Tshisekedi, a d'ores et déjà promis de rendre au coup pour coup. C'est parti pour deux ans de chaudes empoignades.

ECONEWS

apporter une réponse appropriée. A la 10^{ème} Rue, au siège de l'UDPS, l'heure est à la mobilisation, des « combattants » pour se préparer à la grande politique de ces deux prochaines années.

Mercredi devant une foule surchauffée, réunie au QG de l'UDPS, Augustin Kabuya, son secrétaire général, a promis de rendre au coup pour coup. L'UDPS, a-t-il promis, ne se laissera pas faire.

Alors que le Bloc patriotique promet une marche populaire le 6 novembre prochain pour dénoncer la « politisation » de la Ceni (Commission électorale nationale indépendante), Augustin Kabuya a appelé les combattants du parti présidentiel à rester « en position d'alerte » pour réserver une réponse efficace au Bloc patriotique initié par Martin Fayulu.

« Restez en position d'alerte pour leur réserver une réponse efficace (...) Nous prenons la communauté internationale à témoin. Ils vont regretter pourquoi ils ont choisi la voie de la rue », a-t-il lancé.

Réponse du berger à la

bergère, il a annoncé une réunion imminente de la direction politique de l'Union sacrée de la nation pour les actions du Bloc patriotique. « Ils (Ndlr : les animateurs du Bloc patriotique) ont annoncé leur marche le 6 novembre 2021. Eh bien, ils vont le faire. Mais nous, c'est tous les leaders de l'Union sacrée qui se réuniront 24 heures après leur action, pour répondre de manière la plus ferme », a-t-il martelé.

Quoi qu'il en soit, Augustin Kabuya rassure que l'UDPS se mobilisera sur tous les fronts pour protéger le pouvoir acquis au bout de 37 ans de lutte. « L'UDPS qui est le seul parti en RDC à drainer des foules, ne se sent pas du tout effrayée (...) Rien de nouveau dans tout ça, les enfants sont rentrés chez leur mère (Joseph Kabila ndlr). Le grand problème est qu'ils ont peur d'aller aux élections, alors que même la Communauté internationale, l'Union Européenne et les Etats-Unis d'Amérique, vers qui ils se sont confiés, ont apprécié la nouvelle composition de la Ceni », a promis le secrétaire général de l'UDPS.

Vives tensions entre le pouvoir et l'Eglise catholique

Cardinal Fridolin Ambongo : « Je suis inquiet pour l'avenir de la démocratie dans notre pays »

Vent debout contre l'investiture de Denis Kadima à la tête de la commission électorale, l'archevêque de Kinshasa accuse le parti au pouvoir de faire une « fixation » contre l'Eglise et d'avoir tourné le dos aux valeurs qu'il défendait lorsqu'il était dans l'opposition.

ECONEWS AVEC JEUNE AFRIQUE

Le cardinal Fridolin Ambongo n'a pas l'habitude de mâcher ses mots. Réagissant à la confirmation de la nomination de Denis Kadima à la tête de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), l'archevêque de Kinshasa se dit « très déçu » et dénonce « les menaces, insultes et intimidations » dont se sont rendus coupables, selon lui, des membres de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS).

Regrettant que le Président Félix Tshisekedi n'ait « pas entendu » les inquiétudes formulées par la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) et par l'Eglise du Christ au Congo (ECC), il affirme ne

plus « se sentir en sécurité » dans la capitale congolaise. Il a reçu Jeune Afrique dans ses bureaux de l'archevêché de Kinshasa.

Comment réagissez-vous à la confirmation de la composition de la nouvelle commission électorale par le président Tshisekedi et à la nomination à sa tête de Denis Kadima ?

Cela a été pour moi un moment de grande tristesse et je suis inquiet pour l'avenir de la démocratie dans notre pays. Si, dès le départ, il n'y a pas un minimum de consensus, je me demande à quoi ressemblera la suite du processus électoral.

Qu'attendiez-vous du chef de l'Etat ?

Il connaît très bien notre position. Nous avons attiré son attention sur le risque que l'on faisait courir à la République en entérinant une solution non consensuelle, mais nous n'avons pas été entendus.

Que reprochez-vous concrètement au nouveau président de la Ceni ?

Notre unique préoccupation, c'est l'indépendance et la crédibilité du processus électoral. C'est pour cela qu'il n'est pas souhaitable que le président de la Ceni soit trop proche d'un camp ou d'un autre.

Quelles preuves avez-vous donc contre Denis Kadima ?

Et la Cenco et l'ECC ont évoqué des tentatives de corruption et des pressions sur certains membres de la plateforme des confessions religieuses. Je suis étonné et déçu que cela n'ait pas attiré l'attention des instances com-

pétentes et qu'il n'y ait pas eu de vérifications.

Pourquoi ne pas avoir montré ces preuves au grand public ? Cela n'a-t-il pas nui à votre cause ?

Cela n'aurait servi à rien et n'aurait pas fait avancer notre cause puisque les services compétents ne s'y sont pas intéressés.

Comprenez-vous que certains vous aient accusé d'être à l'origine du blocage ?

Ce reproche n'est pas fondé. La preuve : nous avons même accepté de retirer la candidature de Cyrille Ebotoko. On ne peut vraiment pas nous accuser de nous être accrochés à notre candidat. Nous étions et nous sommes toujours disposés à apporter notre soutien à quelqu'un d'autre, pourvu qu'il soit désigné dans le respect de la loi électorale. (Suite à la page 3)

PARLONS-EN

Souci d'école !

(Suite de la Une)

une nette revalorisation de leurs salaires ainsi que lamécánisation de nouvelles unités. Les grévistes ne s'empêcheront pas d'être fixés sur le fait que l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPST) soit le seul département ministériel dont les fonctionnaires ne bénéficient pas de prime.

Pour l'opinion, la gratuité de l'enseignement de base, bien que constitutionnelle, aurait été mal engagée, mal appliquée. Sans prendre toutes les précautions nécessaires devant la mener à bon port et la pérenniser. A noter que la « précipitation » avec laquelle cette mesure a été appliquée, sans doute, pour des raisons politiques, est à la base du couac que l'on connaît aujourd'hui.

Une situation couplée aux instructions à l'emporte-pièce du ministre congolais de l'Enseignement primaire, secondaire et technique, Tony Mwaba. Il a été question notamment de désactiver les noms des enseignants grévistes sur les listes du Service de contrôle et de la paie des enseignants (Secope). Sans oublier sa proposition d'allouer 40 000 Fc (20 dollars US) à chaque enseignant, en attendant l'exercice budgétaire 2022. Cela tout en se vantant que c'est une première en RDC. Malheureusement, cette solution a été unanimement rejetée par les syndicats des enseignants.

Loin du gouvernement et des partenaires de l'éducation, tant internes qu'extérieurs, l'idée de craindre une année blanche, l'Exécutif central et le banc syndical de l'EPST sont actuellement en pourparlers. Il est question d'harmoniser les vues en vue de trouver un terrain d'entente. Car le souci d'envoyer les enfants à l'école animent les deux parties. La précipitation avec laquelle cette mesure a été appliquée, sans doute, pour des raisons politiques, est à la base du couac que l'on connaît aujourd'hui.

Et lorsque naît un conflit de travail, comme c'est le cas ici, on recourt, comme partout au monde, au dialogue entre parties pour le résoudre. Souci d'école oblige !

Après Israël, Félix Tshisekedi attendu ce samedi au sommet de G20 à Rome

C'est ce vendredi 29 octobre que le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, boucle sa visite de travail en Israël. Pendant cinq jours, le Président de la République a échangé avec la gotha politique de l'Etat hébreu. Après des entretiens mercredi avec le président israélien, Isaac Herzog, c'était au tour du Premier ministre, Naftali Bennett, d'ouvrir les portes de son Palais au Chef de l'Etat congolais. Entre la République Démocratique du Congo et Israël, il y a une nouvelle forme de coopération qui se met en place. « Il y a quelque chose de divin qui se passe ici (Ndlr : Israël) », a dit Félix Tshisekedi, après sa rencontre avec son homologue israélien. Entre Tel-Aviv et Kinshasa, les regards sont tournés vers un seul objectif : un partenariat mutuellement avantageux. Après Israël qu'il quitte ce vendredi, Tshisekedi met le cap sur Rome (Italie) où il est attendu au sommet de G20, avant Glasgow (Ecosse) au COP26.

ECONews

Heureux qui, comme Félix Tshisekedi, a fait un beau voyage. C'est ce vendredi 29 octobre que le Chef de l'Etat boucle sa visite de travail de cinq jours dans l'Etat hébreu, Israël. En Israël, le Président de la République a eu des entretiens au plus haut niveau de l'Etat hébreu. Mercredi, des échanges avec le président israélien, Isaac Herzog, lui ont permis de jeter les bases d'une nouvelle forme de coopération entre les deux pays. Jeudi, c'était au tour du Premier ministre israélien de s'entretenir avec le Président Félix Tshisekedi.

Au cours de cette rencontre, dont le contenu n'a pas été révélé à la presse, les deux interlocuteurs ont reconnu le changement de ton dans les relations entre les deux nations mises en berne depuis plusieurs années.

Pendant près d'une heure, des questions liées au partenariat entre Kinshasa et Jérusalem ont été abordées. Les deux personnalités ont fait le tour d'horizon des opportunités en présence dans l'intérêt de ces deux vieux amis.

APRÈS ISRAËL, CAP SUR L'ITALIE, AVANT L'ECOSSE
Après l'étape d'Israël, le

Président de la République est attendu ce samedi 30 octobre à Rome (Italie) où se tient le sommet de G20.

Avec l'Américain Biden, mais sans le Chinois Xi Jinping ni le Russe Poutine, c'est un G20 aux ambitions modérées qui se réunit ce week-end à Rome pour un sommet centré sur le climat, la lutte contre le Covid et la relance économique, à la veille du rendez-vous crucial de la COP26, prévu début novembre à Glasgow, en Ecosse.

La grand-messe annuelle des vingt pays les plus industrialisés de la planète - souvent critiquée pour être un club fermé de puissances économiques dont n'émerge aucune décision concrète - se tient à la veille de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP26) à partir de ce dimanche 31 octobre à Glasgow en Ecosse (Royaume-Uni).

Le chef du gouvernement italien, Mario Draghi, dont le pays est hôte du sommet, avait plaidé début octobre pour « un engagement du G20 sur la nécessité de limiter la hausse des tempéra-

res à 1,5 degré », l'objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris. Mais les pays du G20, qui représentent 80% des émissions mondiales, sont extrêmement disparates en termes de développement socio-économique, de mix énergétique et d'ambition climatique. Certains visent la neutralité carbone en 2050, d'autres en 2060.

RETOUR DU MULTILATÉRALISME

Mario Draghi veut le croire : le sommet « marque le retour du multilatéralisme, après les années sombres d'isolement et d'isolement liées à la crise sanitaire ».

Le président Joe Biden s'efforcera de tourner la page de l'ère Trump et du repli américain dans la capitale italienne où il rencontre dès ce vendredi le pape, puis M. Draghi, et enfin son homologue français, Emmanuel Macron, premier tête-à-tête entre les deux hommes après une grave crise à la mi-septembre avec la France autour d'un contrat de sous-marins.

Le président chinois Xi

Jinping sera en revanche absent, n'intervenant que par lien vidéo, alors que le ralentissement de la croissance chinoise inquiète gouvernements et marchés financiers au niveau mondial et que les relations restent tendues avec Washington et les Européens.

Absent aussi le président russe Vladimir Poutine, aux prises avec une flambée de Covid, qui interviendra également par visioconférence.

Le Turc Recep Tayyip Erdogan, qui vient de renoncer à l'expulsion de dix ambassadeurs occidentaux, dont celui des Etats-Unis, a dit espérer rencontrer le président américain mais que cela se ferait plus sûrement à Glasgow.

Le président brésilien Jair Bolsonaro et le Premier ministre indien Narendra Modi seront présents.

Ce sera par ailleurs le dernier G20 de la chancelière allemande Angela Merkel, flanquée de son probable successeur, le social-démocrate Olaf Scholz, ministre des Finances du gouvernement sortant.

Vives tensions entre le pouvoir et l'Eglise catholique

Cardinal Fridolin Ambongo : « Je suis inquiet pour l'avenir de la démocratie dans notre pays »

Mais sur les huit confessions, six ont tout de même porté la candidature de Denis Kadima...

En réalité, la loi électorale stipule que ne peuvent voter que les confessions religieuses qui ont une expérience avérée en matière électorale. Qui peut se prévaloir d'une telle compétence, à part la Cenco et l'ECC ?

Depuis 2006, tous les présidents de la Ceni ont fait l'objet de critiques. Faut-il revoir le mode de désignation de ces membres ?

Je ne pense pas. Les textes de loi sont bons. Le problème, c'est qu'ils ne sont pas correctement appliqués, que l'on ne laisse pas les institutions faire leur travail en toute liberté. Plus grave encore : on recourt constamment à la corruption pour obtenir la désignation de certains membres.

Les confessions religieuses n'ont-elles pas échoué, au fil des années, à nommer des personnalités indépendantes ?

Effectivement et c'est un échec collectif. Je dirai même que c'est une honte

pour les hommes d'Eglise que nous sommes de nous retrouver dans une situation qui remet en question notre honnêteté morale. C'est triste pour le Congo et il faut que chacun se remette en question et écoute sa conscience.

En 2016, vous aviez lutté pour que l'UDPS puisse prendre part au dialogue inclusif. Certains avaient alors reproché à l'Eglise de ne pas rester neutre. Le comprenez-vous ?

Nous savons que toute prise de position de l'Eglise entraîne des critiques d'un camp ou de l'autre. Hier, on nous accusait de soutenir l'opposition en général, et l'UDPS en particulier. Ceux qui nous critiquent aujourd'hui sont ceux que nous avons été accusés de soutenir à l'époque. C'est malheureux, mais lorsque l'on est au pouvoir au Congo, on n'aime pas les voix discordantes.

Mais il y a quelques années, l'Eglise s'est vraiment mobilisée contre le pouvoir de Joseph Kabila...

Je ne regrette rien. Nous avons agi comme pasteurs, pour l'intérêt de notre peuple. J'ajoute que nous n'avons pas mobilisé la rue

pour les beaux yeux d'un parti : nous l'avons fait pour le bien de notre peuple, qui avait exprimé son ras-le-bol. Et si, aujourd'hui, le peuple se retrouve dans la même situation qu'autrefois, nous reprendrons le combat.

Est-il encore possible d'éviter une crise politique ?

Oui, à condition de respecter les textes légaux et la liberté des personnes et des institutions qui ont un rôle à jouer dans le processus électoral. A condition aussi de mettre fin à « la culture de la corruption » dans les choix des membres de la Ceni.

Denis Kadima et son équipe ayant été confirmés dans leurs fonctions, pourriez-vous appeler à manifester, comme en 2017 ?

L'Eglise, ce n'est pas uniquement moi, le cardinal. Notre action dans le domaine socio-politique est toujours la résultante de concertations entre tous les évêques du Congo.

Et comprenez-vous que l'opposant Martin Fayulu appelle à des manifestations ?

C'est un leader politique.

Libre à lui de prendre des initiatives politiques qu'il juge pertinentes. Il n'appartient pas à moi, archevêque de Kinshasa, d'approuver ou de désapprouver.

Vos relations avec le chef de l'Etat n'ont pas commencé sous les meilleurs auspices après la présidentielle de décembre 2018, dont l'Eglise a contesté les résultats. Où en sont-elles aujourd'hui ?

J'estime que nos relations sont normales. Elles sont à comprendre dans un contexte socio-politique marqué par la crise et le renversement des valeurs.

Je regrette en revanche qu'il y ait, de la part du pouvoir actuel, une sorte de fixation épidermique contre l'Eglise catholique. Vous êtes témoin de tout ce que nous vivons depuis qu'ils sont au pouvoir : des insultes, des menaces, des intimidations. Je pense que ce soit la meilleure manière de gouverner un pays comme la RDC.

Nombre de ces attaques viennent de l'UDPS... Cela vous surprend-il ?

Oui, je ne m'attendais pas à cela de la part d'un parti qui a lutté pendant des dé-

cennies pour la démocratie, la dignité, la justice et la paix. Nous connaissons tous le long combat d'Étienne Tshisekedi, qui a donné sa vie pour que ce pays ait un meilleur avenir.

Je pense que ce soit la meilleure manière de gouverner un pays comme la RDC. Depuis que l'UDPS est au pouvoir, nous assistons à une inversion des rôles. L'Eglise catholique, qui a toujours été soutenue et même applaudie par ce parti, fait aujourd'hui figure d'ennemi à abattre. Vous avez été témoin des attaques qui se sont passées ici à mon bureau et à ma résidence en plein jour. Nous savons ce qui s'est passé, d'où ils sont partis et qui les a chauffés à blanc. Aujourd'hui, je ne me sens plus en sécurité dans la ville de Kinshasa.

N'est-ce pas exagéré ?

Non. Je ne peux pas savoir de quel côté viendront les attaques de demain. Nous savons qui tire les ficelles, nous ne les connaissons pas. Ça peut-être un conducteur de moto, un automobiliste ou un piéton. Donc non, le cardinal que je suis n'est plus en sécurité.

Le général Richard Kasonga confiant sur la percée de l'état de siège : « L'ennemi est aux abois »

Sur le terrain des opérations, l'état de siège porte déjà ses fruits. Devant la presse, le général-major Richard Kasonga, porte-parole des Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), s'est félicité de la percée des opérations militaires lancées dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Même s'il persiste encore quelques poches de résistance, le général Kasonga se dit confiant, convaincu que les soubresauts qu'on enregistre ça et là sont juste le reflet d'un « ennemi aux abois ».

T. MASTALA

Le ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya, le général-major Léon-Richard Kasonga, porte-parole des FARDC, et le commissaire supérieur principal et porte-parole de la Police nationale congolaise (PNC), Pierrot Mwanamputu, ont fait dernièrement le point des opérations militaires qui accompagnent l'état de siège décrété dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu.

Le mal étant profond, le Gouvernement continue à afficher sa détermination à pacifier cette partie du territoire national. « La sécurité est une situation qui tient tous les autres éléments à l'Etat. Si nous réussissons à rétablir la sécurité dans cette partie du territoire, nous serons en mesure de nous attaquer à d'autres questions subsidiaires », a dit, à ce propos, Patrick Muyaya, porte-parole du Gouvernement, avant de préciser que « l'état de siège apporte une thérapie de choc sur l'aspect sécurité ».

Dans les rangs des FARDC, le moral est au zénith pour mettre l'ennemi hors d'état de nuire. S'il persiste encore quelques cas isolés des tueries, le général Kasonga se montre confiant : « Ce que vous voyez, ce sont les soubresauts d'un ennemi aux abois (...) Parfois, l'ennemi se fond dans la population. Les grandes opérations menées sur le terrain ont mis en déroute l'ennemi et dans sa

fuite, il continue de semer terreur et désolation ».

DES INDICES QUI RASSURENT

Certes, il y a une guerre asymétrique qui est imposée aux forces loyalistes, les FARDC, autant la Police nationale congolaise, sont toujours aux aguets.

« Depuis le début des opérations, aucun ennemi visible ne fait ouvertement la guerre aux forces loyalistes. L'ennemi n'a pas la capacité à résister à votre armée. Ni en logistique, ni en personnel. Il a plutôt la capacité de se mouvoir, parfois même, se fondre dans la population pour éviter l'affrontement avec l'armée », a indiqué le général Kasonga.

Un avis que partage Pierrot Mwanamputu de la PNC : « Depuis le déclenchement des opérations jusqu'à ce jour, nous n'avons pas de résistance sur le terrain. Je pèse mes mots en tant que militaire. Pour quelle raison ? Nous n'avons pas un front physique fixe ».

Le général-major Richard Kasonga a annoncé, en même temps, l'existence d'innombrables poches d'insécurité dans les régions sous état de siège. « Les FARDC continuent de mener des opérations de terrain », rassure-t-il. Les derniers actes d'insécurité en date sont les atrocités commises par les groupes armés dans la nuit de samedi 23 à dimanche 24 octobre dernier dans le territoire de Beni, signalées souvent par les organisations de la Société civile.

Ce qui reconforte sa thèse d'un ennemi en déban-



Le Porte-parole du Gouvernement, accompagnés de ceux de la PNC et des FARDC pendant le dernier briefing

dade. « Nous sommes en face d'un ennemi aux abois, en train de fuir parce qu'il est incapable de se fixer et affronter les forces loyalistes. Dans sa fuite, il tue tout ce qu'il croise, pille et sème la terreur ».

Le général Léon Kasonga a partagé avec les hommes de la presse les photos de quelques éléments des groupes armés arrêtés récemment sur le terrain. Il s'agit, entre autres, d'un Jordanien qui est entré en RDC par l'aéroport de Goma, pour enseigner aux terroristes congolais et d'autres comment manipuler les drones et comment fabriquer des bombes artisanales. Tout comme une femme, arrêtée récemment, en provenance de l'Ouganda.

Une autre, nommée Kavira Kavuko, a été interpellée en Ituri ensemble avec son garde du corps qu'elle faisait passer tantôt pour son fils, tantôt pour son mari.

Selon le porte-parole des FARDC, Mme Kavira s'occupait des achats et du ravitaillement des ADF/MNT. Elle est passée aux aveux.

L'état de siège produit ses effets, s'est félicité le ministre Patrick Muyaya, notant une parfaite collaboration entre les FARDC et la PNC.

« Lorsque l'armée inter-

vient, c'est contre ceux qui s'en prennent à l'intégrité du territoire national. La police vient s'assurer que l'autorité de l'Etat est rétablie et s'affaire à sécuriser les personnes et leurs biens ».

En termes sécuritaires, l'état de siège a été bénéfique pour ces deux provinces meurtries de l'Est de la RDC. « Nous pensons que la sécurité est une situation qui tient tous les autres éléments à l'Etat. Si nous réussissons à rétablir la sécurité, nous serons en mesure de nous attaquer à d'autres questions subsidiaires », a fait observer le porte-parole du Gouvernement. Avant que le général Kasonga ne lui emboîte le pas : « Nous sommes en action. Nous n'allons pas trahir la Nation, nous exécuterons la mission qui nous a été confiée. L'armée nationale va respecter et garantir les droits de l'Homme durant cette période d'état de siège. Nous sommes confiants, sûrs d'accomplir la mission qui nous a été confiée par le gouvernement. Nous demandons à la population de faire confiance aux FARDC ».

Alors qu'un gouvernement provincial règne dans les deux provinces en situation d'état de siège, le général

Kasonga circonscrit l'étendue de leur pouvoir. « Leur travail de tous les jours est de traquer les forces négatives à la base de l'insécurité. A la seule différence qu'en plus du travail de terrain, l'armée va également gérer administrativement ces deux provinces jusqu'à ce que cette partie du territoire nationale soit totalement sécurisée ».

Patrick Muyaya n'y trouve pas d'inconvénients, rappelant que les gouverneurs militaires vont respecter des droits fondamentaux et travailler dans le respect de la loi et resteront en place jusqu'à la fin de l'état de siège.

Selon les données recueillies par les FARDC, du septembre à mi-octobre de cette année, plus de 622 ennemis neutralisés (tués), 199 capturés, 569 rendus, 1301 armes récupérées, 615 otages libérés et 210 collaborateurs arrêtés.

Au total, trente-quatre agglomérations ont été pacifiées en Ituri, et dix-huit axes routiers réouverts. Au Nord-Kivu, on parle de seize agglomérations pacifiées et trois axes routiers réouverts, sans compter plusieurs bien de la population récupérer aux mains de ces terroristes, tels que des véhicules et des motos.

Election des gouverneurs et vice-gouverneurs dans 13 provinces : le premier dossier de Kadima à la Céni

ECONEWS

Dans les treize provinces, amputées de leur exécutif à quel que niveau que ce soit, les élections n'auront pas lieu de sitôt.

Alors qu'une nouvelle administration va bientôt s'installer à la Céni (Commission électorale nationale indépendante), le vice-Pre-

mier ministre, ministre de l'intérieur, Daniel Aselo, a saisi, sur instruction du Premier ministre, le président de la Centrale électorale pour lui demander de réaménager le calendrier de l'élection des gouverneurs et vice gouverneurs dans treize provinces. Le Gouvernement propose à la Céni de décaler ces élections à trente jours, en

les programmant pour le 3 décembre 2021.

Dans sa correspondance, M. Aselo justifie ce réaménagement par des raisons administratives évidentes.

Pour le moment, la réponse de la Céni se fait encore attendre. Elle viendra sans doute avec la mise en place de l'équipe Denis Kadima, qui venait de prêter

son serment devant la Cour constitutionnelle.

C'est dire que les élections de gouverneurs et vice-gouverneurs sera le premier dossier que devra traiter Denis Kadima dans sa nouvelle casquette de président de la Céni, en remplacement de Corneille Nangaa.

Les treize provinces concernées pour l'élection des

gouverneurs sont : Bas-Uele, Haut-Lomami, Kasai Central, Kasai Oriental, Kinshasa, Kongo Central, Kwango, Lomami, Mai-Ndombe, Maniema, Mongala, Tanganyika et Tshopo. Pour Kinshasa et Kwango, l'élection va concerner le poste de vice-gouverneur. En Ituri, cette élection interviendra après l'état de siège.

Après une semaine des discussions à Kinshasa

Le FMI indique la voie à suivre : « l'amélioration de la gouvernance reste une pierre angulaire du programme »

C'est par une note de satisfaction que l'équipe du département Afrique du Fonds monétaire international a bouclé mercredi la première revue du programme triennal en juillet 2021. Le communiqué publié à l'issue de cette revue rapporte que l'équipe du FMI et les autorités congolaises sont parvenues à un accord au niveau des services sur la première revue au titre de l'accord de facilité élargie de crédit (FEC) de trois ans. Les plans visant à stimuler l'investissement public et les dépenses sociales dépendent cruciallement d'efforts soutenus pour augmenter les recettes, réduire les dépenses non prioritaires et garantir une utilisation efficace et transparente des fonds publics, y compris l'allocation des DTS.

Le FMI note que « les autorités (Ndlr : congolaises) restent déterminées à constituer des réserves pour se prémunir contre les chocs externes, à améliorer la gouvernance et le climat des affaires et à renforcer la transparence, y compris dans le secteur minier ». Pour garantir le succès ce programme, le FMI rappelle que « l'amélioration de la gouvernance reste une pierre angulaire du programme, avec un accent soutenu sur le renforcement de la gestion des ressources extractives; l'amélioration de la transparence, de la redevabilité et de l'efficacité dans la gestion des finances publiques; la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent ».

ECONEWS

Communiqué du FMI à l'issue de sa mission en RDC

Une équipe du Fonds monétaire international (FMI), dirigée par Mme Mercedes Vera Martin, a mené des discussions virtuelles (4-13 octobre) et des réunions avec les autorités à Kinshasa du 20 au 27 octobre, pour la première revue de l'accord triennal au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC).

Au terme de la mission, Mme Vera Martin a fait la déclaration suivante :

« À la suite de discussions productives, les autorités de la République Démocratique du Congo et l'équipe du FMI sont parvenues à un accord au niveau des services en vue de la conclusion de la première revue au titre de l'accord FEC, sous réserve de l'approbation de la direction du FMI. L'examen par le Conseil d'administration du FMI est attendu en décembre 2021.

Malgré la persistance de la pandémie de Covid-19, l'économie se redresse; la croissance pour 2021-2022 a été révisée à la hausse à 5,4% et 6,2% respectivement, soutenue par une production minière plus élevée que prévu et un rebond de la croissance des secteurs non extractifs. L'inflation est restée ancrée autour de 5%. Les évolutions externes plus favorables qu'anticipé, soutenues par les prix élevés des matières premières, ont permis une augmentation significative des réserves internationales brutes à 3,3 milliards de dollars à la mi-octobre 2021 (contre 0,8 milliard de dollars fin 2020). Cela reflète des achats de devises plus proactifs par la banque centrale et l'allocation générale de DTS reçue fin août. L'augmentation des recettes fiscales a permis des dépenses supplémentaires, principalement d'investissement, sans remettre en cause la cible de déficit budgétaire pour la fin 2021.

L'équipe du FMI et les autorités ont discuté du projet de budget 2022 afin de garantir les objectifs clés du programme. Outre des projections de recettes réa-

listes, le budget prévoit une augmentation des investissements publics, qui seront financés en partie par l'utilisation partielle de l'allocation de DTS. Alors que la capacité et la gouvernance des institutions chargées de la mise en œuvre, du suivi et de l'exécution des projets sont en cours de renforcement, des garanties supplémentaires pour promouvoir une utilisation efficace et transparente des fonds sont nécessaires. Le déficit anticipé, qui devrait se creuser, restera conforme aux objectifs du programme.

Renforcer la mobilisation des recettes reste un objectif clé qui doit être soutenu par des progrès continus dans les réformes fiscales, y compris la modernisation et la numérisation de l'administration fiscale, l'amélioration du respect des obligations fiscales, le rétablissement du bon fonctionnement du système de TVA, la mise en œuvre du système de traçabilité des droits d'accise et la rationalisation des dépenses fiscales et des charges non fiscales. Les autorités se sont également engagées à améliorer la gestion des finances publiques pour limiter les dépenses non prioritaires, notamment en respectant la chaîne des dépenses, en contrôlant la masse salariale et en limitant les coûts budgétaires liés à la tarification des carburants. Ceci est crucial pour créer de l'espace pour les dépenses favorisant la croissance dans des secteurs prioritaires tels que la santé, l'éducation et les infrastructures.

La Banque centrale du Congo (BCC) a engagé des réformes ambitieuses renforçant son indépendance. Le programme reste ancré sur la non-dépendance au financement de la banque centrale, ce qui doit contribuer à maintenir une inflation faible et stable. À court terme, les réformes se concentreront sur la régularisation de l'encours du crédit à l'État et la révision du cadre des réserves obligatoires. La BCC s'est également

engagée à renforcer les garanties et la gouvernance, notamment en améliorant son processus d'audit interne. Le projet de loi sur les banques commerciales, qui doit être soumis au Parlement d'ici fin novembre, contribuera à renforcer les cadres prudentiels de réglementation et de surveillance, ainsi que la formulation de la prévention et de la résolution des crises.

L'amélioration de la gouvernance reste une pierre angulaire du programme, avec un accent continu sur le renforcement de la gestion des ressources extractives; l'amélioration de la transparence, de la redevabilité et de l'efficacité dans la gestion des finances publiques; la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent. Les autorités travaillent sur des amendements à la loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, pour répondre aux recommandations standard internationales, ainsi qu'à des amendements au cadre de la déclaration de patrimoine conformément à l'article 99 de la Constitution.

Faire avancer les réformes structurelles est essentiel pour soutenir la reprise et promouvoir une croissance plus élevée et plus inclusive. Le succès du programme dépend de politiques macroéconomiques prudentes et d'un climat des affaires amélioré pour attirer les investissements privés.

La mission a rencontré le président du Sénat Modeste Bahati Lukwebo, le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, le ministre d'Etat et du Budget Aimé Boji, le ministre des Finances Nicolas Kazadi, le ministre des entreprises publiques Adèle Kahinda Mayina, la gouverneure de la BCC Malangu Kabeidi Mbuyi, d'autres hauts fonctionnaires, des partenaires au développement et des représentants du secteur privé. La mission remercie les autorités congolaises pour leur étroite coopération et des discussions ouvertes ».

En colère, les banquiers menacent de suspendre la bancarisation des agents de l'Etat

FRANCIS M.

La bancarisation des agents et fonctionnaires de l'Etat est en danger. La grogne gagne les banquiers qui menacent désormais de suspendre incessamment toutes les opérations bancaires.

En effet, selon des indiscretions glanées au sein de l'Association congolaise des banques (ACB), le Gouvernement doit plus de 62 millions de dollars américains aux banques en termes de différents frais liés à la paie des fonctionnaires de l'Etat par la voie bancaire.

Déçue après plusieurs

démarches menées au sein du Gouvernement, l'ACB a écrit dernièrement au Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, pour solliciter son implication.

D'ores et déjà, on apprend que des négociations ont été engagées entre les deux parties pour trouver une solution.

En effet, avec la bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat, lancée sous le Gouvernement Matata, les banques commerciales font partie intégrante de ce processus. En principe, le Gouvernement leur rétrocède des fonds au titre des frais bancaires. Sauf



Des fonctionnaires de l'Etat amassés devant une agence d'Ecobank

que, depuis un temps, la machine ne tourne pas à plein régime, ayant finalement occasionner une accumulation

des dettes de plus de 62 millions de dollars US.

De la Primature, on rapporte que le Premier ministre a donné des assurances à l'ACB pour une solution le plus rapidement possible. Certes, tout ce que réclament les banquiers n'est pas totalement apuré, mais le Gouvernement, indique-t-on, est disposé à débloquer une enveloppe conséquente pour répondre aux revendications des banquiers. Il y va de son intérêt d'ailleurs. Car, une paralysie de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat aura de graves conséquences sur le front social, déjà en ébullition.

Climat : « notre modèle de développement est un arrêt de mort », selon Antonio Guterres

A quelques jours de la conférence internationale sur le climat à Glasgow, le constat de l'ONU est sans appel : il nous faudrait 7 fois plus d'ambition pour espérer limiter le réchauffement de la planète à + 1,5°C. La COP26 débute le dimanche 31 octobre 2021.

ECONEWS AVEC EURONEWS

Le dernier rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement affirme en effet qu'il y a un gouffre entre les engagements pris et ce qu'il faudrait faire.

S'exprimant depuis New York, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a déclaré que nous nous dirigeons vers une catastrophe climatique, il a dénoncé le modèle basé sur les énergies fossiles : «*Le temps des subtilités diplomatiques est révolu. Si les gouvernements, en particulier ceux du G20, ne se lèvent pas et ne prennent pas la tête de cet effort, nous nous dirigeons vers une terrible souffrance humaine. Mais tous les pays doivent réaliser que l'ancien modèle de développement, qui brûle du carbone, est un arrêt de mort pour leurs économies et pour notre planète.*»

Les engagements pris par 120 nations d'ici 2030 devraient permettre de réduire

de 7,5% les émissions de gaz à effet de serre, mais dans leur rapport, les scientifiques estiment qu'il faudrait les réduire de 55% pour espérer ne pas dépasser une hausse de la température mondiale d'1,5 degrés Celsius.

Pour espérer respecter +1,5°C, « nous avons huit ans pour réduire de près de moitié les émissions de gaz à effet de serre : huit ans pour élaborer les plans, mettre en œuvre les politiques et finalement parvenir à ces coupes », a commenté la patronne du PNUE Inger Anderson dans un communiqué.

Huit ans pour réduire les émissions annuelles de 28 gigatonnes (mesurées en équivalent CO2) en 2030, alors que les engagements actuels les réduiraient seulement d'environ quatre gigatonnes d'équivalent CO2, selon le rapport. Et que les émissions de CO2 seules devraient atteindre 33 gt en 2021.

«*Le monde doit se réveiller face au danger imminent qui nous menace en tant*

qu'espèce», a plaidé Inger Anderson.

Avec les nouvelles contributions déterminées au niveau nationale (NDC) déposées par 143 pays et les promesses pas encore formalisées d'économies majeures comme la Chine pour 2030, le monde se dirige désormais vers un réchauffement d'au moins +2,7°C, ce qui laisse présager de multiples catastrophes, canicules, incendies, montée des eaux, tempêtes et inondations.

Et encore faut-il que ces pays tiennent leurs engagements.

LE CRI D'ALARME DE L'ONU AVANT LA COP26

À six jours de la COP26 à Glasgow, l'Organisation des Nations unies a tiré, lundi 25 octobre, la sonnette d'alarme sur le réchauffement climatique : les gaz à effet de serre ont atteint des sommets en 2020.

Contrairement à ce que l'on pensait, le ralentissement de l'économie imposé par la pandémie de Covid-19 « n'a pas eu d'incidence perceptible » sur le réchauffement climatique. Une fois encore la concentration des gaz à effet de serre, qui piègent la chaleur dans l'atmosphère, a atteint

un niveau record en 2020.

Le constat du dernier bulletin de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), une agence de l'ONU, est sans appel : «*Nous avons à nouveau battu des records pour les principaux gaz à effet de serre, le dioxyde de carbone, le méthane et le protoxyde d'azote*», a indiqué Petteri Taalas, secrétaire général de l'OMM. «*La tendance négative que nous observons depuis des décennies, s'est poursuivie.*»

Au rythme où augmentent les concentrations de gaz à effet de serre, l'élévation des températures à la fin du siècle sera bien supérieure aux objectifs de l'Accord de Paris, fixés entre 1,5 et 2 degrés Celsius au-dessus des niveaux pré-industriels. A indiqué l'agence des Nations Unies.

Selon la dernière évaluation de l'ONU, malgré les engagements de réduction des émissions actuelles de près de 200 pays, le monde se dirige vers un réchauffement «*catastrophique*» de 2,7°C.

Un sévère avertissement avant le sommet de la COP26, la conférence des Nations unies sur le changement climatique, prévue à

Glasgow du 31 octobre au 12 novembre.

LE CO, AUSSI EN AUGMENTATION

L'ONU espère que les dirigeants mondiaux prendront à Glasgow des mesures pour maintenir la planète sur une trajectoire supportable de réchauffement dans les prochaines années, alors que les données montrent que les niveaux de CO2 ont eux aussi continué d'augmenter en 2021.

Selon l'OMM, le monde peut encore rectifier le tir et repenser l'industrie, le secteur énergétique et les transports. «*Des économiquement abordables et techniquement faisables*», selon l'agence onusienne, qui ajoute qu'il n'y a «*pas de temps à perdre*».

La température mondiale continuera d'augmenter tant que les émissions se poursuivront. Et, étant donné que le CO2 demeure pendant des siècles dans l'atmosphère et encore plus longtemps dans l'océan, le réchauffement déjà observé persistera pendant plusieurs décennies, même si les émissions nettes étaient ramenées à zéro rapidement, prévient cependant l'OMM.

Quels sont les grands enjeux de la COP26 ?

Cruciale dans la lutte contre le changement climatique, la COP26, repoussée d'un an en raison du Covid-19, s'ouvrira le 31 octobre à Glasgow en Ecosse. Six ans après l'Accord de Paris et seulement quelques semaines après la publication de l'inquiétant rapport du GIEC, les dirigeants politiques devront s'entendre sur les grands enjeux de ce grand rendez-vous pour l'environnement.

La 26^e Conférence des Nations unies sur le climat se tiendra à Glasgow, en Ecosse, du 31 octobre jusqu'au 12 novembre, un an après avoir été repoussée suite à la pandémie de Covid-19. Elle permettra de réunir au sein du Scottish Event Campus les différents dirigeants politiques de la planète pour des négociations qui s'annoncent houleuses.

« SAUVER NOTRE MONDE » OU « CONDAMNER L'HUMANITÉ »

Pourtant, six ans après les engagements pris lors de l'Accord de Paris, deux ans après la dernière conférence des Nations unies pour le climat et moins de trois mois après la publication du rapport du GIEC le 9 août 2021, inti-

tulé «*Changements climatiques 2021 : les bases scientifiques*», l'urgence climatique n'a jamais été aussi présente. Et il est peu dire que la pression qui pèse sur ce sommet annuel est immense.

«*Nous avons un pouvoir immense. Nous pouvons soit sauver notre monde, soit condamner l'humanité à un avenir infernal*», martelait le secrétaire général de l'ONU, António Guterres devant les ministres d'une cinquantaine de pays réunis pour préparer cette échéance cruciale début octobre.

QUEL EST LE BUT DE LA COP26 ?

Les pays signataires de l'Accord de Paris se retrouveront pour négocier et trouver un compromis concernant les points bloquant la mise en application du traité international sur le réchauffement climatique adopté en 2015.

«*Les dirigeants mondiaux doivent honorer la promesse faite ici à Paris*», rappelait le 12 octobre lors d'un discours prononcé à l'Unesco Alok Sharma, président controversé de la COP26.

La COP26 permettra aussi de mesurer les progrès accomplis depuis la signature



COP 26 : « Nous exigeons des actions, pas de promesses »

de l'Accord de Paris pour le climat, concernant notamment la limitation du réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius.

Plusieurs sujets clés seront abordés : les contributions mises en place par chaque Etat pour lutter et s'adapter au changement climatique; le financement climat débloqué

par les pays développés pour soutenir les pays du Sud; la tarification du carbone et la volonté d'un cadre de transparence dans le but d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 ; les nouveaux engagements pris par les chefs d'Etat et de gouvernement pour tenir les objectifs fixés

lors de l'Accord de Paris.

Si l'événement est très attendu, d'autres ont peu d'espoir de voir les choses changer. «*Dans l'état actuel des choses, cette COP n'amènera pas de grands changements*», déplore le 16 octobre auprès de l'AFP la militante suédoise pour l'environnement Greta Thunberg.

Grève à l'EPST : Gentiny Ngobila s'engage à plaider pour la cause des enseignants de sa juridiction

Depuis le 4 octobre dernier, date de la rentrée scolaire 2021-2022, les enseignants de nombreuses écoles conventionnées catholiques disséminées à travers le pays refusent de toucher à la craie tant que l'Etat – employeur socio-professionnelles. Malgré le geste posé par le gouvernement en ajoutant une somme de 40.000 Fc sur le salaire de chacun, des enseignants ont radicalisé la grève jusqu'à ce que seront appliqués les accords conclus lors des assises de Bibwa, localité située dans la partie Est de la ville de Kinshasa, entre le banc-syndicat de l'Epst et le banc-gouvernemental. Cette situation est même la cause d'un bras de fer engagé par les partenaires éducationnels qui se jettent la balle. Le gouvernement, par le truchement du ministère de l'EPST, impute la responsabilité à l'Eglise catholique au Congo. Celle-ci s'en défend, soulignant qu'elle n'y est pour rien. C'est plutôt à l'Etat-employeur de s'assumer, lui retorque-t-elle. Entre-temps, de nombreux élèves inscrits dans les écoles conventionnées catholiques tournent les pouces une fois dans l'enceinte de leurs établissements scolaires.

VÉRON KONGO

En sa qualité de premier citoyen de la ville de Kinshasa, le gouverneur Gentiny Ngobila Mbaka, ne veut rester insensible à la situation de de scolarisation qui prévaut en République Démocratique du Congo.

En présence du ministre provincial de l'Education, Charles Mbutamuntu, le chef de l'administration urbaine a, mercredi

27 octobre 2021, échangé avec les syndicalistes et autres partenaires éducationnels du secteur dont les comités des parents d'élèves. Il a promis de plaider pour les enseignants de sa juridiction auprès du chef de l'Etat en vue d'améliorer leurs conditions socio-professionnelles. «*Nous allons faire ce plaider pour voir comment régler ce problème, car, il y a urgence. Reprenez les cours pour l'intérêt de nos enfants*», a si-



Gentiny Ngobila, gouverneur de la ville de Kinshasa

gnifié Gentiny Ngobila aux enseignants, tout en rassurant que le gouvernement central travaille d'arrache-pied pour améliorer les conditions socio-professionnelles des enseignants.

Après les travaux de la commission paritaire qui se tiennent à Mbwila Lodge dans la province du Kongo central, le chef de l'exécutif provincial de Kinshasa a promis de recevoir

ses interlocuteurs «*pour leur parler de bonnes choses*».

Pour sa part, le ministre provincial de l'Education, Charles Mbutamuntu, a annoncé que la commission urbaine qui se tiendra incessamment à Kinshasa va résoudre une partie des revendications des enseignants, notamment la prise en charge des «*nouvelles unités*». Pour ce faire, il a demandé

aux grévistes de penser aux enfants dont l'avenir est menacé, soutenant que la grève n'a pas sa raison d'être compte tenu des pourparlers en cours entre le gouvernement central et l'Intersyndicale de l'EPST.

Vaccinés contre ces belles intentions, les enseignants ne jurent que par le paiement de deuxième pallier de leur salaire, soit un ajout de 250.000 Fc.

Gouvernement, Assemblée nationale et UNICEF se concertent pour plus de ressources en faveur des enfants congolais

VÉRON K.

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) a organisé récemment un atelier à l'attention des membres de la commission économique-financière de l'Assemblée nationale ainsi que des experts du ministère du Budget.

Cette rencontre ayant comme thème «*Investir sur les enfants aujourd'hui, c'est bâtir un Congo meilleur demain*» avait pour objectif de faire un plaidoyer pour la disponibilisation de plus de ressources en faveur des enfants de la République Démocratique du Congo.

Selon le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, les enfants représentent plus de la moitié de la population congolaise, soit 54%. «*Ces enfants ont droit à l'éducation, la protection et la santé. C'est pourquoi, cette année, nous avons fait le choix de ce thème*», a fait savoir le représentant de l'UNICEF en République Démocratique du Congo, Edouard Beigbeder.

En RDC, rapporte un communiqué de l'UNICEF, 74,6% d'enfants vivent dans une pauvreté presque totale.



Les élèves d'une école de Kinshasa

Dans dix-huit provinces sur vingt-six que compte le pays, 47,5% d'enfants sont vaccinés à moitié. Les épidémies, notamment le choléra, la méningite, la rougeole, la COVID-19, continuent à sévir.

En outre, 78% seulement d'enfants ont accès à

l'école primaire. Pourtant, la RDC a pris plusieurs engagements sur le plan international en faveur du bien-être des enfants à travers l'éducation et la santé. C'est le cas des Objectifs de développement durable (ODD) auxquels le pays a adhéré et pour les-

quels un cadre national de programmation et suivi a été mis en place.

Il y a, dans la même lignée, le consensus de Copenhague sur la promotion de l'éducation et la lutte contre la faim par la promotion de la nutrition. La RDC a aussi si-

gné la Déclaration d'Abuja selon laquelle les gouvernements doivent 15% du budget national à la santé.

La RDC a enregistré des avancées dans son budget santé qui est passé de 4,5 % en 2018 à 11,5% en 2021. Des chiffres qui démontrent que les efforts doivent se poursuivre.

Par ailleurs, le représentant de l'UNICEF en RDC a tenu à préciser que l'éducation et la santé sont des secteurs prioritaires parce qu'ils contribuent de manière significative à la survie, au développement de l'enfant et constituent les piliers pour le développement d'un pays.

Pour l'UNICEF, investir dans l'éducation et la santé des enfants est un facteur de création d'une nouvelle énergie pour les progrès socio-économiques et le développement.

L'agence des Nations Unies pour l'enfance recommande donc la sécurisation des lignes budgétaires allouées à ces deux secteurs, l'amélioration de leurs taux d'exécution, la disponibilisation de l'enveloppe supplémentaire nécessaire pour couvrir la gratuité de l'enseignement de base.

Présidence française de l'Union européenne : priorité aux dossiers africains

À trois mois du début de la présidence française de l'Union européenne (UE), les autorités françaises multiplient les déclarations d'orientation et d'intention.

ECONEWS AVEC LE POINT AFRIQUE

C'est au Caire en 2000 que des discussions se sont tenues pour la première fois au niveau continental entre l'Afrique et l'Europe, à Lisbonne que les deux continents ont lancé une stratégie commune Afrique-UE. Depuis, les réunions ont pris leur vitesse de croisière : elles ont lieu tous les trois ans, tantôt en Afrique, tantôt en Europe. Dans moins de trois mois, ce sera au tour de la France de prendre la présidence tournante de l'Union européenne (UE). Et le président Emmanuel Macron compte bien y jouer sa partition. Ces derniers jours, on en apprend un peu plus sur les thèmes qui seront au cœur des débats. Parmi eux, l'immigration.

UN NOUVEAU TRAITÉ EUROPE-AFRIQUE SUR L'IMMIGRATION

Le président français a réaffirmé mardi 26 octobre qu'il souhaitait gérer le problème migratoire au niveau européen; il a exprimé le vœu qu'un nouveau traité Europe-Afrique soit signé au cours des mois à venir. «L'un de mes objectifs sous présidence française [de l'UE] est d'essayer de rebâtir un traité de paix et d'amitié avec l'Afrique, où une des données sera comment les Européens donnent la capacité à la jeunesse africaine d'avoir des opportunités dans son continent», a-t-il plaidé lors d'un «dîner des protestants». «Il faut penser avec les États d'origine une politique migratoire beaucoup mieux organisée, en particulier avec l'Afrique», a-t-il dit, tout en réclamant une meilleure protection contre les migrations illégales, leur reconduite systématique dans leur pays d'origine et une réforme de l'espace Schengen.

Face à «une pression migratoire beaucoup plus forte que ces dernières années, dans des sociétés en crise d'intégration, avec aussi des personnes qui viennent de pays plus difficiles à intégrer», a-t-il dit, «il faut améliorer l'intégration, y compris

pour ceux qui sont là depuis longtemps, mais essayer dans le même temps de prévenir les nouvelles arrivées, car elles sont insoutenables pour nos sociétés, pour le continent européen, car une large majorité de ceux qui arrivent en demandant l'asile ne sont pas éligibles à l'asile», a-t-il insisté. «La plupart de ceux qui viennent pour demander l'asile viennent de pays avec lesquels nous entretenons des relations diplomatiques parfaites, auxquels nous donnons des dizaines, voire des centaines de milliers de visas. Au bout d'un an, ils se sont installés, dans une situation souvent d'illégalité, et ont pu construire une vie normale».

Le chef de l'État répondait au président de la Fédération protestante de France, François Clavairoly, qui lui a rappelé «l'exigence du droit d'asile» et regretté que «l'accueil soit nié par des discours de haine». «Chaque cas individuel, vous arriverez à me convaincre en tant qu'homme qu'il faut les garder, mais en tant que président je ne peux pas vous dire que cette situation soit viable, car cela vide de son sens ce qu'est l'asile», a-t-il dit, réclamant une distinction nette entre l'asile et toutes les autres migrations.

Il a par ailleurs souhaité le retour d'un «grand récit collectif». «Nous sommes collectivement malheureux de ne plus avoir de grand récit, car nos compatriotes sont confrontés à la petitesse des petits récits», a-t-il dit. «Être président, c'est essayer chaque jour d'expliquer aux Français les raisons qu'ils ont de vivre ensemble», a-t-il conclu, au terme d'un dîner de bienfaisance organisé par un réseau d'entrepreneurs protestants. C'était la première fois qu'Emmanuel Macron participait à une rencontre avec les protestants, sur le modèle de ses rendez-vous réguliers avec les communautés juive, musulmane ou catholique.

LES PRÉPARATIFS DU PROCHAIN SOMMET UE-UA

Plus tôt mardi 26 octobre, c'est le chef de la diplomatie française qui a donné



Emmanuel Macron souhaite un nouveau traité sur l'immigration entre l'Union européenne et l'Afrique.

des pistes d'orientations à propos de la présidence française de l'UE. La France va faire du «renforcement du partenariat euro-africain» une des priorités de sa présidence de l'UE au premier semestre 2022, de la relance de l'économie à la lutte contre le terrorisme, a assuré Jean-Yves Le Drian lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'Union européenne et de l'Union africaine (UA) à Kigali. Cette réunion visait à préparer le prochain sommet UE-UA, qui se tiendra en février à Bruxelles, plus de quatre ans après celui d'Abidjan en 2017. «Nous avons un intérêt commun à continuer à transformer les interdépendances qui existent entre nos sociétés et nos économies en autant de solidarités pour bâtir l'avenir ensemble», a relevé le ministre français.

«Un avenir dont nous voulons être les acteurs et que nous ne voulons voir personne d'autre écrire à notre place, un avenir qui respecte [...] les souverainetés de chacun», a-t-il insisté dans une apparente allusion à d'autres acteurs majeurs en Afrique, de la Chine à la Russie en passant par la Turquie.

La France est notamment vent debout contre le projet des autorités maliennes de transition de recourir aux services du groupe de sécurité russe Wagner, soupçonné par les Occidentaux de se rémunérer sur les ressources des pays d'accueil et de

servir les intérêts du Kremlin.

«Ce partenariat [euro-africain] doit faire l'objet d'une orientation politique nette et assumée au prochain sommet UE-UA dans des projets concrets et ambitieux», au service d'une «relance euro-africaine durable», a insisté Jean-Yves Le Drian.

CONSTRUIRE UN VÉRITABLE PARTENARIAT DE PEUPLES D'EUROPE ET D'AFRIQUE

Le ministre a notamment cité «le secteur de la santé, en créant des hubs régionaux de production du vaccin [anti-Covid] en Afrique et en renforçant les systèmes de santé partout sur le continent». Le Rwanda va devenir le 3^e pays en Afrique à produire des vaccins anti-Covid après l'Afrique du Sud et le Sénégal, selon un accord conclu mardi à Kigali avec l'entreprise allemande BioNTech.

Jean-Yves Le Drian a aussi évoqué des projets dans le numérique – pour soutenir des start-ups africaines notamment –, «l'aide de la Banque européenne d'investissements dans les infrastructures de l'énergie ou l'agriculture» ou encore la formation des jeunes, enjeu clé du continent, et la «montée» en «puissance des mobilités universitaires en Afrique».

La sécurité sera aussi au centre des préoccupations, avec «une menace terroriste qui évolue au Sahel, qui s'étend vers le golfe de Gui-

née, qui frappe aussi le Mozambique», a souligné le ministre, en rappelant l'engagement des Européens au sein du groupe de forces spéciales Takuba au Mali. La France est aussi favorable au lancement d'une «initiative euro-africaine pour renforcer la sécurité maritime dans le golfe de Guinée», a-t-il précisé.

Le chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell, a aussi plaidé pour plus de solidarité européenne – au-delà des efforts déjà accomplis – concernant les livraisons de vaccins anti-Covid à l'Afrique. «Il faut rendre l'investissement moins risqué et plus attractif» en Afrique, a-t-il également insisté. «Nous voulons investir dans des infrastructures qualitatives», a-t-il dit.

Le vice-Premier ministre congolais et président du Conseil exécutif de l'UA, Christophe Apala Lutundula, a insisté sur la nécessité de «construire un véritable partenariat de peuples d'Europe et d'Afrique». «L'Union européenne est le plus grand partenaire commercial de l'Afrique. Il est important que ces liens soient renforcés pour créer de la valeur ajoutée et de l'emploi», a-t-il insisté, en rappelant que l'Afrique avait «la population la plus jeune du monde».

Leur homologue hongrois, Peter Szijjarto, a insisté lui sur la nécessité de contenir les migrations vers l'Europe. «Il faut permettre aux Africains de rester chez eux et non les encourager à quitter leur maison», a-t-il lancé.

Soudan : l'incertitude après le coup d'Etat

Le général Abdel Fattah al-Burhane, qui chapeaute la transition au Soudan, a annoncé lundi dissoudre les autorités, dont la quasi-totalité des membres civils ont déjà été arrêtés dans ce que les pro-démocratie ont qualifié de «coup d'Etat». La transition amorcée en 2019 après 30 années de dictature semble plus que jamais compromise dans ce pays d'Afrique de l'Est.

ECONEWS AVEC AFRICANEWS.COM

Le Soudan tournait en core au ralenti mercredi. Des opposants au régime militaire maintenaient encore les barricades érigées dans certains quartiers de Khartoum. Les forces de sécurité multipliaient des arrestations de militants pour tenter de contenir la contestation qui a déjà fait au moins six morts et plusieurs blessés selon les médecins.

Des heurts ont eu lieu notamment dans le très remuant quartier de Bourri, dans l'est de Khartoum où des centaines de manifestants ont jeté des pierres, ou dans la banlieue de Khartoum-Nord où les forces de sécurité ont fait usage de lacrymogènes et de balles en caoutchouc.

«Le général Burhan vient de voler la révolution et le sang des martyrs, des gens qui ont été martyrisés le 3 juin 2019. C'est un agenda planifié par le Congrès populaire pour contourner la révolution», explique Negm El-Deen Mohamed, un jeune soudanais basé à Khartoum.

A Khartoum, des pick-up tournent avec des membres des forces de sécurité, tous armés mais en habits civils. «On dirait exactement les forces de sécurité de

PLUS DE 65 ANS DE GUERRES CIVILES ET DE COUPS D'ETAT

Entre l'Afrique subsaharienne et le Moyen-Orient, le Soudan partage ses frontières avec le Soudan du Sud, le Centrafrique, le Tchad, la Libye, l'Égypte, l'Érythrée et l'Éthiopie, et dispose d'une façade maritime sur la mer Rouge. Avant la sécession du Sud en 2011, c'était le plus grand pays d'Afrique. Sa superficie atteint désormais près de 1,88 million de km², partiellement désertique.

Sa population de 43,8 millions d'habitants (Banque mondiale 2020), majoritairement musulmane, se caractérise par une forte diversité ethnique. L'arabe est la langue officielle. La charia (loi islamique) instaurée en 1983 puis gelée, a de nouveau été appliquée sous le régime d'Omar el Béchir.

En 1989, Omar el-Béchir prend la direction de cet ancien condominium anglo-égyptien, indépendant depuis 1956, après un coup d'Etat militaire soutenu par les islamistes. Il est élu président en 2010 puis en 2015 lors de scrutins boycottés par l'opposition. Il est destitué par l'armée le 11 avril 2019, après quatre mois d'une contestation populaire déclenchée par le triplement du prix du pain. En juillet, militaires et contestataires signent un accord de transition de trois ans.

Le président déchu a depuis été condamné pour corruption. Il est également jugé à Khartoum pour le putsch qui

l'a amené au pouvoir. Lundi, après des semaines de tensions entre militaires et civils qui se partagent le pouvoir depuis 2019, l'armée a arrêté la quasi-totalité des dirigeants civils, notamment le Premier ministre parce qu'il refusait de soutenir un «coup d'Etat», selon le ministère de l'Information.

GUERRES CIVILES

Après une première guerre civile (1955-1972), un second conflit entre Nord et Sud fait deux millions de morts entre 1983 et 2005. Un accord de paix est signé en 2005 et le Soudan du Sud proclame son indépendance le 9 juillet 2011. Au printemps 2012, les relations Nord-Sud s'enveniment dans des zones frontalières riches en pétrole. Des combats opposent les deux armées.

A partir de 2003, la région du Darfour (ouest) est secouée par un conflit opposant les forces soudanaises à des rebelles de minorités ethniques, provoquant plus de 300 000 morts et 2,5 millions de déplacés essentiellement les premières années, selon l'ONU. En août, le Soudan a annoncé son intention de remettre Omar el-Béchir à la Cour pénale internationale (CPI), réclamé depuis plus de dix ans pour «génocide» et crimes contre l'humanité lors du conflit au Darfour.

CRISE ÉCONOMIQUE

Le Soudan, qui compte de nombreuses mines d'or illégales est classé 170e sur

189 pour son Indice de développement humain (Pnud 2020). La sécession du Sud a plombé l'économie soudanaise, privée des trois quarts de ses réserves de pétrole et de l'essentiel des revenus de l'or noir. Le pays a également pâti de 20 ans d'embargo américain en raison de violations des droits humains et de liens avec le «terrorisme», jusqu'en 2017, et de son inscription sur la liste noire américaine des pays soutenant le «terrorisme», jusqu'en décembre 2020, freinant les investissements étrangers.

Le pays pratique une politique d'austérité en échange de l'effacement de sa dette par le Fonds monétaire international (FMI), avec une suppression de subventions, notamment sur les carburants. L'inflation avoisine les 400%. La crise est encore aggravée par des blocages de manifestants. Le pays connaît par ailleurs des inondations dévastatrices.

Les civilisations anciennes du Soudan ont érigé davantage de pyramides que celles d'Égypte mais restent largement méconnues. Le site archéologique de l'île de Méroé (220 km au nord de Khartoum), classé au patrimoine mondial de l'humanité, a fait l'objet d'une exposition au Louvre en 2010. Cette civilisation (du IIIe siècle avant J.-C. au IVe siècle après J.-C.) avait emprunté des traits culturels à l'Égypte pharaonique, à la Grèce puis à Rome, s'ajoutant à un substrat africain.

Maroc : La BAD mobilise plus de 114 millions d'euros pour soutenir une agriculture plus résiliente et plus inclusive

ECONEWS AVEC APO

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé, mercredi à Abidjan, un prêt de plus de 114 millions d'euros en faveur du Maroc pour financer le Programme d'appui au développement inclusif et durable des zones agricoles et rurales (PADIDZAR).

Ce nouveau projet d'adaptation climatique, qui constitue le premier financement axé sur les résultats dans le secteur agricole en Afrique du Nord, contribuera à renforcer la résilience de l'agriculture marocaine face aux effets du changement climatique afin d'améliorer les conditions de vie des populations rurales.

Le programme déploiera une approche de développement plus durable et plus inclu-

sive et favorisera l'émergence d'une classe moyenne, notamment par la création d'emplois en milieu rural et l'appui aux jeunes et femmes entrepreneurs agricoles.

Afin de renforcer la résilience climatique de l'agriculture marocaine, en particulier pour les petits producteurs, le programme soutiendra une utilisation plus efficace des ressources en eau avec une meilleure valorisation de l'eau d'irrigation et introduira de nouvelles techniques de conversion du sol. Il permettra également de renforcer les capacités des acteurs, notamment les associations des usagers des eaux agricoles et les coopératives agricoles.

«Une agriculture plus durable, plus résiliente et plus inclusive, c'est notre priorité avec cette opération, qui sou-

tient la nouvelle vision stratégique du secteur agricole «Génération Green 2020-2030», a affirmé Mohamed El Azizi, directeur général de la Banque africaine de développement pour l'Afrique du Nord. « Notre appui consolide les précédentes réalisations qui, sur plus d'une décennie, ont permis de passer d'une logique de production à une logique de transformation avec une plus grande valeur ajoutée, au bénéfice des populations rurales ».

Le programme appuiera ainsi le développement de systèmes de production plus efficaces, plus résilients et plus durables. Il œuvrera à l'amélioration des chaînes de valeur toujours plus inclusives, plus performantes et plus pérennes. Il soutiendra également le renforcement des capacités institutionnelles pour

faciliter la mise en œuvre des réformes et l'exécution des investissements.

«Premier financement axé sur les résultats dans le secteur agricole en Afrique du Nord, il porte en lui l'exigence, encore plus forte, d'inclusion, de performance et de durabilité», a souligné Achraf Hassan Tarsim, le responsable-pays de la Banque pour le Maroc. L'amélioration de l'efficacité et de la résilience climatique des périmètres irrigués, la promotion des femmes, l'appui aux jeunes entrepreneurs et la formation des producteurs ouvriront, entre autres, le champ des possibilités dans ce secteur, en particulier pour les petites et moyennes exploitations. Nous aiderons ainsi à créer de nouveaux emplois pour améliorer durablement les conditions de

vie des populations rurales».

Le programme est aligné sur les cinq priorités stratégiques de la Banque, les «High 5», en particulier la réalisation des objectifs «nourrir l'Afrique» et «améliorer la qualité de vie des populations africaines».

Il soutient également la nouvelle stratégie agricole du Royaume du Maroc, intitulée «Génération Green 2020-2030», et le Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation 2020-2027.

L'engagement de la Banque africaine de développement au Maroc, depuis un demi-siècle, s'élève à plus de dix milliards d'euros. Les financements couvrent les secteurs de la santé, de l'énergie, de l'eau, des transports, du développement humain, de l'agriculture et du secteur financier.

Passé d'arme Chine-USA autour de la présence de Taïwan à l'Onu

Les relations entre la Chine et les Etats-Unis continuent de se dégrader.

ECONEWS AVEC AFP

Passe d'armes entre Pékin et Washington. La Chine a rejeté, ce mercredi, la proposition des Etats-Unis d'accorder à Taïwan une «participation significative» à l'ONU, après les déclarations de Joe Biden sur son «engagement» à défendre l'île d'une éventuelle attaque chinoise.

«Taïwan est un partenaire crucial des Etats-Unis et une réussite démocratique», a estimé ce mardi le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken sur fond de tensions croissantes avec Pékin autour du sort de l'île. «Taïwan n'a aucun droit de participation à l'ONU»

Dans un communiqué, il a appelé le reste du monde à «soutenir une participation significative et robuste de Taïwan dans le système de l'ONU et la communauté internationale», estimant que sa contribution était nécessaire pour faire face «à un nombre sans précédent de défis mondiaux».

La réaction chinoise ne s'est pas fait attendre : «Taïwan n'a aucun droit de participation à l'ONU», a déclaré ce mercredi à Pékin le porte-parole du Bureau des affaires taïwanaises, Ma Xiaoguang, rappelant que seuls des Etats souverains peuvent adhérer aux Nations unies. La polémique entre les deux géants du Pacifique sur-

vient alors que le régime communiste vient de célébrer avec fanfare le 50^e anniversaire de son adhésion à l'ONU, au détriment du gouvernement taïwanais qui occupait jusque-là le siège attribué à la Chine.

Antony Blinken a relevé que la participation de Taïwan «à certaines agences spécialisées de l'ONU» avait été effective «au cours de l'essentiel des 50 dernières années». Il a toutefois fait remarquer qu'elle était devenue «récemment» impossible, notamment au sein de l'Organisation mondiale de la Santé ou de l'Organisation de l'aviation civile internationale – pointant, sans la nommer, l'opposition grandissante de la Chine. «L'exclusion de Taïwan sape le travail important de l'ONU et de ses agences», a-t-il insisté. Le secrétaire d'Etat affirme qu'une participation taïwanaise au système onusien «n'est pas une question politique, mais une question pragmatique», et martèle qu'elle est conforme à sa doctrine à l'égard de l'île et de la Chine.

«ENGAGEMENT» DE DÉFENSE

«Merci M. Blinken de reconnaître le rôle de Taïwan en tant que partenaire vital des Etats-Unis et modèle démocratique», a réagi sur Twitter la diplomatie taïwanaise, saluant un soutien «crucial pour faire face efficacement aux défis mondiaux». Washington



Entre Chine et Etats-Unis, le dialogue semble rompu

défend régulièrement une meilleure représentation de Taipei dans les agences des Nations unies et les réunions internationales. Mais la publication d'un tel communiqué alors que les tensions sont à leur comble avec Pékin, sur cette question comme sur moult autres sujets, semble destinée à adresser un nouveau message de fermeté.

La Chine considère l'île de 23 millions d'habitants, qu'elle ne contrôle pas, comme une de ses provinces en attente de réunification avec le reste du pays.

Mais le géant asiatique a multiplié ces derniers temps les incursions d'avions de

guerre dans la zone d'identification de défense aérienne (Adiz) de Taïwan, faisant redouter une volonté de rompre à terme avec le statu quo – et poussant les Etats-Unis à hausser le ton. Interrogé la semaine dernière sur la possibilité d'une intervention militaire américaine pour défendre Taïwan en cas d'attaque de la Chine, le président Joe Biden avait répondu par l'affirmative : «Oui, nous avons un engagement en ce sens», avait-il déclaré. Sa déclaration paraissait contredire la politique de longue date des Etats-Unis dite «d'ambiguïté stratégique». En vertu de celle-ci, Washington aide Taipei à

construire et renforcer ses défenses mais sans promettre explicitement de venir à son aide en cas d'attaque.

Les propos du président américain avaient été mal accueillis à Pékin, qui l'avait appelé à la «prudence» afin «de ne pas nuire gravement aux relations sino-américaines».

Le gouvernement américain avait par la suite pris soin d'assurer que sa politique à l'égard de Taïwan n'avait pas changé. Les Etats-Unis reconnaissent depuis 1979 la Chine communiste, au détriment de Taïwan, mais le Congrès américain impose parallèlement de fournir des armes à l'île pour sa défense.

L'indépendance des banques centrales est un mythe

ECONEWS AVEC CHRONIQUE AGORA

Protégées des gouvernements par leurs statuts, les banques centrales les financent tout de même, tandis que la menace du chaos financier les propulse dans la fuite en avant.

Les banques centrales nous mènent au chaos social. Dans leur volonté de protéger le capital et la propriété, face à la montée des démocraties, les classes possédantes ont, il y a quelques décennies, mis des garde-fous au pouvoir des peuples.

Parmi ces garde-fous, il y a les institutions internationales et le système des banques centrales.

Les banques centrales ont été conçues pour les élites, puis autonomisées pour mettre la gestion monétaire

hors de portée des tentations démagogiques.

La fameuse indépendance des banques centrales est bien sûr un mythe que l'on oppose aux peuples car, en réalité, les banques centrales dépendent des puissances d'argent, des marchés, des affaires, etc.

Elles sont protégées des visées des gouvernements, mais elles les financent. Tel est l'arrangement.

C'est une sorte de mariage : d'un côté, vous ne touchez pas à mon indépendance formelle, mais, d'un autre côté, nous faisons en sorte de financer directement ou indirectement les dépenses dont vous avez besoin pour exercer et conserver le pouvoir.

C'est un marché, une alliance au centre de laquelle se trouve, dissimulée, la classe bancaire et les dynasties financières.

DE NOUVELLES MENACES POUR REMPLACER LES ANCIENNES

Vis-à-vis des marchés, les banques centrales sont otages. Au fil du temps, les Bourses et les marchés des changes ont pris le pouvoir ; ce sont des ogres, ils imposent leur logique. Les banques centrales obéissent sous la menace du chaos. Cette dernière a remplacé les anciennes menaces du «mur de l'argent» des années 1920 et 1930.

Ce que je veux vous faire comprendre, c'est que, derrière la poudre aux yeux de la technicité, derrière l'apparente complexité et le langage diafoirique, la chose monétaire est très simple, et que c'est plus une question politique qu'autre chose.

Cependant, dans nos systèmes, la pseudo-expertise est utile pour camoufler les choix purement politiques, les

choix de classe sociale. On fait passer les intérêts de classe pour un intérêt général. La gestion monétaire transfère plus de richesse et de revenus que la gestion fiscale.

Cette réalité doit être masquée car, quand on y regarde bien – et surtout vue de haut –, elle est scandaleuse et intolérable.

LES ILLUSIONNISTES SONT DÉPASSÉS

Pour la masquer, il faut empêcher les débats, pratiquer le monopole de la pensée, entretenir la pensée de groupe par le recrutement, rendre opaque, inventer des bestioles, des raisonnements des modèles, des dérivées. Bref, il faut mettre en scène un jeu d'ombres et de signes qui se substituent au réel.

L'ennui est que les apprentis sorciers, faux démiurges et vrais illusionnistes ont été

dépassés, ils ont perdu le contrôle intellectuel du système qu'ils ont laissé se développer.

Les zozos de la monnaie en savent plus ce qu'est la monnaie, comment elle vit, meurt, se transfère, mute. Ils ont perdu le contrôle de ce que l'on appelle la transmission au monde réel. Maintenant, ils parent au plus pressé, comme le Titanic au milieu des icebergs.

L'optimisation à court terme est dominée par les perceptions – tandis que le long terme est dominé non par les perceptions, mais par la pesanteur, la rareté, les limites.

Le court terme est dérivable, linéaire; le long terme est fractal, en tout ou rien, en rupture.

Le long terme, c'est le temps des réconciliations, le temps des comptes : on présente la facture.

27^{ème} édition de la Linafoot : V. Club gagne son premier derby face à DCMP, Mazembe étrille Don Bosco

Après son élimination en Coupe de la Confédération, l'AS V. Club s'est remis en ordre de marche. Mercredi au stade des Martyrs de la Pentecôte, les Dauphins noirs ont pris le dessus sur leur rival de toujours, le Daring Club Motema Pembe (1-0). Au stade des Martyrs, une frappe limpide de Merveille Kikasa a offert les 3 points du jour à l'AS V. Club éliminé de la Ligue des champions de la CAF (Confédération africaine de football), le TP Mazembe a déversé sa colère sur Don Bosco (3-0).

NANA K.

P lusieurs rencontres du championnat national de football ont eu lieu, le mercredi 27 octobre 2021, dans différents stades de la République Démocratique du Congo (RDC).

A Kinshasa, le 180^{ème} derby kinois, opposant l'AS V. Club à DC Motema Pembe, a tourné en faveur de l'équipe de Bestine Kazadi. DCMP ne parvient toujours pas à déchirer le certificat d'invincibilité des Dauphins noirs de la capitale. Les deux grands rivaux du championnat national, qui s'affrontaient pour le compte de la 27^{ème} édition de la Ligue nationale de football (Linafoot), en

match comptant pour la 5^{ème} journée, ont offert un spectacle exceptionnel au stade des Martyrs, dans un match qui s'est joué à huis clos.

Au finish, c'est l'ASV. Club qui s'est montrée décisive. Malgré la bonne organisation du jeu, imposé par le coach Alain Landeut de DCPM, V. Club a su finalement trouver la faille en signant l'ouverture du score à la 35^{ème} minute grâce à la dextérité de Merveille Kikasa Wamba. Sur une passe décisive de Jacques Temompele, d'une frappe limpide, Kikasa est parvenu à battre le gardien des Immaculés, Hervé Lomboto. Le score restera inchangé jusqu'à la fin du match.



Après trois matchs, Mazembe réalise un parcours sans faute à la 27^{ème} édition de la Linafoot

« C'EST UN GRAND DERBY, C'ÉTAIT INTENSE »

« Je pense que mes joueurs ont su résister et on a mené des contre-attaques où on aurait marqué un deuxième but. Comme je l'avais dit en conférence de presse, on vient d'être éliminé (Ndlr : de la Coupe de la CAF) sur un but à la dernière seconde »

« C'est un grand derby, c'était intense. Jusqu'à la li-

« On n'était pas vraiment à l'abri pour maintenir le score mais on y est arrivé, c'est l'essentiel dans un derby ».

Après leur défaite face à leur ennemi juré, les Immaculés gardent le moral, avant leur prochain match à la Coupe de la CAF (Confédération africaine de football) face aux Nigériens de l'US Gendarmerie nationale, en match de barrage de la Coupe de la CAF.

« On n'était pas vraiment à l'abri pour maintenir le score mais on y est arrivé, c'est l'essentiel dans un derby ».

Après leur défaite face à leur ennemi juré, les Immaculés gardent le moral, avant leur prochain match à la Coupe de la CAF (Confédération africaine de football) face aux Nigériens de l'US Gendarmerie nationale, en match de barrage de la Coupe de la CAF.

DON BOSCO PUNI PAR TP MAZEMBE

Toujours le même mercredi, dans son temple de Kamalondo (Lubumbashi), TP

Mazembe a déversé sa colère sur la formation de Don Bosco. Malgré sa belle forme depuis le début de la saison, l'équipe de David Mwakasu n'a pas fait le poids devant la déferlante TP Mazembe (3-0).

Titularisé, à la surprise générale à la pointe de l'attaque, Simon Mwamba s'offrait un mini chef-d'œuvre. Sur un one-two aux abords de la surface, l'attaquant de poche déclenchait un tir imparable qui se logeait dans la lucarne (1-0). Quatre minutes plus tard, Kabaso Chongo enfonçait le clou suite à un coup franc tiré par Chico Ushindi (2-0, 14^e). En fin de match, Zemanga Soze clôturait le spectacle en y allant de son but (3-0, 93^e) sur un service de Jean Baleke.

Le succès de Mazembe reste néanmoins marqué par la blessure de Chris Kisangala, sorti sur blessure en première période.

Avec cette victoire, les Corbeaux de Lubumbashi se retrouvent en 5^{ème} position du classement provisoire avec neuf points, trois succès en autant de sorties.

Don Bosco a cependant connu son premier coup d'arrêt, après un début de saison féérique. Les Salésiens sont 3^e avec 12 points en 7 sorties.

A Kinshasa au stade des Martyrs de la Pentecôte, en premier match de la journée de mercredi, AC Rangers a battu Etoile du Kivu (1-0).

ECONEWS

Journal en ligne et Tri-hebdomadaire d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa / Gombe
Tél : +243 81 904 17 63 / 89 301 93 05
+ 243 903185670
E-mail :

kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Faustin KUEDIASALA

RÉDACTEUR EN CHEF
Hugo TAMUSA

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Florent N'LUNDA N'SILU

RÉDACTION GÉNÉRALE
Faustin KUEDIASALA
Hugo TAMUSA
Florent N'LUNDA N'SILU
Véron KONGO
Jonathan MUTADJIRI
Nana Kanku
Olivier Dioso
A.T. MPUTU

COLLABORATEUR EXTÉRIEURS
Marc NZATE
Francis Mayuma

WEB MASTER
Tighana MASIALA

PRODUCTION
Michel MASUDI
+243 907314011

COMMERCIAL
John RUSHIMBA

INTENDANT GÉNÉRAL
René LOKOTA

Linafoot : la tenue des élections renvoyée au 5 novembre prochain

ECONEWS AVEC ACP

La Fédération congolaise de football association (Fécifa) a renvoyé la tenue des élections du nouveau comité exécutif de la Ligue nationale de football (Linafoot), au vendredi 5 novembre prochain, pour des raisons d'ordre organisationnel, indique un communiqué de presse parvenu

mercredi, à l'ACP.

C'est un calendrier réaménagé qui commencera d'abord, le 4 novembre à la Ligue nationale de football des jeunes (LINAFFJ). La Fécifa tient donc à en finir une fois pour toutes, ce dossier des élections au niveau de ses entités subdéléguées, avant d'amorcer, au mois de décembre, les élections de son propre comité exécutif.

Dans les couloirs de la Linafoot, les dirigeants des clubs engagés à la Ligue II, a-t-on appris, menacent de saboter ces élections s'ils ne sont pas listés parmi les votants. Il semble que seuls les dirigeants des clubs de la Ligue I porteront des voix délibératives.

Entre-temps, la liste définitive des candidats est toujours attendue. Dernière-

ment, la commission chargée d'organiser ces élections a dévoilé une liste d'environ 56 candidats pour les 8 postes à pourvoir. M. Kikuni Yano Delphin est candidat non seulement à la présidence, mais aussi à la première vice-présidence, à la deuxième vice-présidence et à la troisième vice-présidence.

Un trio arbitral congolais pour officier le match Angola-Egypte

ECONEWS AVEC ACP

Un trio arbitral congolais a été désigné par la commission arbitrale de la Confédération africaine de football (CAF), pour officier le match Angola-Egypte, des éliminatoires de la Coupe du Monde Qatar 2022, groupe

F, du 12 novembre prochain au stade du 11 Novembre, à Luanda, en Angola. Il s'agit de Jean-Jacques Ndala comme arbitre central, Olivier Safari arbitre assistant 1 et Dady Diasiwa, arbitre assistants 2. Un trio arbitral congolais qui ne cesse de faire la fierté de la RDC sur le continent.

En ce qui concerne le match Taïfa stars de la Tanzanie et les Léopards de la RDC qui se joue le 11 novembre prochain, pour le compte de la 5^{ème} journée des éliminatoires de la coupe du monde Qatar 2022, groupe J, un trio arbitral seychellois a été désigné. Il s'agit de Ca-

mille Bernard, arbitre central; Petrouse Henseley, arbitre assistant et Marie Steve, arbitre assistant.

A signaler aussi Fred Emile, arbitre de réserve, Gahungu Désiré, assesseur juge et le commissaire au match, le Sud-africain Xaba Simphiwe. Médecin : Dr Lupondo Violet de la Tanzanie

Affaire Bukanga-Lonzo : tout pour faire taire le Sud-africain Christo Grobler

Le Sud-africain Christon Grobler, directeur-gérant du Parc agro-industriel de Bukanga-Lonzo, en procès devant la Cour constitutionnelle, est au cœur d'une cabale qui révèle la panique qui gagne les rangs de ceux qui ont juré de faire couler Matata Ponyo Mapon, ancien Premier ministre, présenté comme le « responsable intellectuel » de la déroute de ce projet lancé sous son mandat à la Primature. En réalité, personne ne s'attendait à ce que Christo Grobler fasse le déplacement de Kinshasa pour comparaître. Gestionnaire du Parc, il en détient donc la clé. En face, sa présence fait peur.

ECONEWS

Jeu, les réseaux sociaux se sont emballés, avec l'annonce de son interpellation à l'aéroport international de N'Djili sous une « fausse identité », alors qu'il s'apprêtait à s'enfuir de Kinshasa.

Faux, rétorquent ses avocats !

Le premier à dégainer est Me Jacquemain Shabani, haut cadre de l'UDPS et avocat de Christo Grobler dans l'affaire Bukanga-Lonzo. « M. Christo Grobler est un homme libre, il se présentera le lundi 08/11/21 devant la Cour Constitutionnelle pour participer à la manifestation de la vérité. Il n'a jamais eu l'intention de se soustraire à la justice et n'a jamais utilisé une fausse identité », a-t-il écrit sur son compte twitter.

Me Yvon Katako, qui l'a

directement relayé, a donné plus de précision sur cet épilogue : « La vérité, c'est que M. Grobler a été approché par le pouvoir pour lui demander de témoigner contre le Premier ministre Augustin Matata. Il a refusé, arguant que l'éthique ne lui permet pas de le faire. Étant donné qu'aucune restriction de liberté ne lui a pas été imposée, il a résolu de retourner en Afrique du Sud pour se préparer compte tenu de la date éloignée de renvoi de l'audience. Il s'est présenté à l'aéroport sous son identité, la DGM lui a signifié qu'il ne peut sortir du pays. Il a été gardé dans les locaux de la DGM d'où il n'est plus ressorti ».

Indignée, l'ambassade d'Afrique du Sud en RDC a promis de faire part de son indignation par des voies diplomatiques.

Dossier Matata : rappel des faits

Un homme, un congolais, est victime d'un système et d'une méchanceté absurde. Il faut le dénoncer et alerter l'opinion! Matata Ponyo Mapon serait-il plus cruel que le cimetière, au point de le regarder en chien de faïence, juste pour le besoin de positionnement politique ?

C'est l'occasion de dire ici que le Premier ministre Matata ne s'est jamais déclaré candidat à l'élection présidentielle du 25 octobre 2023. Et même si c'était le cas, cela serait-il une raison pour justifier toute la machination posée contre sa seule personne ?

Il est vrai que plusieurs premiers ministres se sont succédés en République Démocratique du Congo, mais tous n'ont pas même licence. Pourquoi les candidats potentiels à la magistrature suprême ont-ils maille à reconnaître les mérites de leurs propres frères ?

Alain Minc déclarait à juste titre ce qui suit : « Si une once de vertu ajoute à l'efficacité née de la compétition, il faut beaucoup de compétition pour mettre fin à l'efficacité de la seule vertu ». Donc tout peut-être fait pour nuire à la personne de Matata Ponyo, personne ne saurait lui voler sa liberté de penser et son intelligence. À dire vrai et sans offenser qui que ce soit, on peut observer que le Premier ministre Matata Ponyo Mapon n'a pas d'égal à la primature depuis l'après-LUMUMBA et ce, sur plusieurs points : sur les infrastructures, le transport, les mines et dans diverses autres matières. Mais toute réussite dans la vie a son revers: la haine et la jalousie. Tant il est reconnu que son bilan de premier ministre ne peut-être comparé avec aucun de ses prédécesseurs ni aucun de ses successeurs...

Matata Ponyo Mapon fait peur.

Ce n'est pas sa personne qui hante les esprits malveillants, mais son bilan, lequel est fondé sur la rigueur, la planification, le sérieux et la quête des résultats à la faveur de son peuple. Au lieu de compétir par des actions palpables, on préfère l'écraser. Mais qui perd ?

Miguel de Cervantes avait raison de dire : « La jalousie ne permet jamais de voir les choses telles qu'elles sont. Les jaloux voient le réel à travers un miroir déformant qui grossit les détails insignifiants, transforme les nains en géants et les soupçons en vérités ».

Ce n'est qu'en m'exprimant avec modération et retenue que je peux considérer une telle méchanceté de scandale. C'est même un crime, quand la justice est même instrumentalisée pour sacrifier un honnête citoyen sur l'échafaud de l'indignité, où même les pires des violeurs bénéficieraient d'un meilleur traitement. C'est tout simplement scandaleux, c'est criminel. Et pourtant....

1. Augustin Matata Ponyo Mapon a une morale en place. Jamais son nom n'a été cité dans des historiettes qui ternissent souvent l'image des hommes politiques.

2. Augustin Matata Ponyo est un père de famille digne et modèle

3. Monsieur Augustin Matata Ponyo Mapon a une intelligence fluide qui l'amène à pousser très loin sa réflexion au bénéfice des congolais.

4. Augustin Matata Ponyo Mapon met volontiers ses compétences au profit de la nation

5. Augustin Matata Ponyo a su relever le niveau de notre économie.

La liste de ses mérites est longue...

Que la Cour constitutionnelle se montre digne pour nous acquitter cet innocent. Le sang de Matata Ponyo Mapon n'est pas à boire.

PAPY TAMBA (ANALYSTE POLITIQUE)

Débuté avec sa loi mort-née sur la « congolité », Noël Tshiani tire à volonté sur Tshisekedi

HUGO TAMUSA

Il avait fait de sa proposition de loi sur la « congolité », limitant la fonction présidentielle aux seuls Congolais nés de père et mère. Il pensait créer une passerelle pour se rapprocher davantage du Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi.

Déçu par l'avis de non-recevoir réservé à cette proposition que le Président de la République a finalement jugée inopportune, Noël Tshiani, candidat à la présidentielle de décembre 2018, a décidé de tourner casaque.

Désormais, il tire à boulet rouge sur le programme que porte le Président de la République. Est-ce déjà le divorce avec le camp présidentiel ? Pour qui roule finalement Noël Tshiani ? L'opinion se pose ces questions et bien d'autres d'ailleurs.

Son dernier tweet présente un homme déçu qui, apparemment, aurait perdu tous les repères. C'est désormais dans la peau d'un op-

posant à Félix Tshisekedi qu'il a décidé de s'afficher. Son tweet corrobore cette thèse. « RAM ne se justifie pas. La gratuité est mal réfléchi et planifiée. La destruction du grand marché sans planification de la suite est une erreur. Le paiement des fonctionnaires au taux de 920 au lieu de 2.000 FC pour 1 USD provoque des grèves. L'absence du Smig favorise des abus », écrit Noël Tshiani sur son compte twitter, comme pour décharger toute sa colère sur le Chef de l'Etat qui ne lui a pas permis de réaliser son rêve, c'est-à-dire écarter l'un des concurrents à la présidentielle de 2023, à savoir Moïse Katumbi Chapwe.

Que s'est-il donc passé pour que Tshiani fasse ce virage spectaculaire ? La réponse est bien simple : c'est le reflet de toutes les frustrations qu'il vit après avoir essuyé un échec cuisant d'une probable adhésion de Félix Tshisekedi à sa proposition de loi sur la « congolité ».

Est-ce à dire que Noël

Tshiani a perdu tous les repères ? En tout cas, on n'est pas loin de cette hypothèse. Il se fait, malheureusement, que Tshiani avait placé beaucoup d'espoir sur sa « congolité ». C'était son argument pour avoir enfin une place dans la cour présidentielle.

Pour démontrer son soutien au Chef de l'Etat, Noël Tshiani a trouvé sa proposition de loi sur la « congolité » une belle manière d'apporter tout son soutien à Félix Tshisekedi. Pour prouver sa loyauté, il a poussé le bouchon plus loin en réussissant à convaincre le député national, Nsingi Pululu, à porter cette proposition de loi devant l'Assemblée nationale. Il a d'ailleurs multiplié des tensions avant le retour de la manivelle, c'est-à-dire jusqu'à ce que le Chef de l'Etat déclassé cette initiative.

Toutes ces demandes d'audience au Chef de l'Etat se sont soldées par un refus poli. Finalement, c'est devant la presse que Félix Tshisekedi

a dévoilé sa position, estimant que le temps n'est pas approprié pour apporter un quelconque appui à la proposition sur la « congolité ». Pour Tshiani, c'était la chute de l'albatros, lui qui pensait voler plus haut en éliminant l'un des prétendants au trône présidentiel en 2023. Tshisekedi ne l'a pas suivi sur cette voie périlleuse. Si bien qu'aujourd'hui, c'est un Noël Tshiani, dépit et blessé dans son amour intérieur, qui a décidé de régler – à sa manière – les comptes du Président de la République.

Homme seul, abandonné sur le trottoir, Tshiani tente de se refaire une identité. Entre lui et Tshisekedi, le pont est rompu. Ce qui justifie son tweet rageur où il s'en prend à mains nues au programme que porte le Gouvernement Sama Lukonde, inscrit dans la vision du Président de la République.

Un analyste politique a tenté de peindre la posture qu'affiche Noël Tshiani, géniteur de la loi sur la

« congolité » : « C'est quelqu'un qui ne sait pas être loyal, qui n'est pas régulier dans ses prises de position politique. Déçu, il a donc décidé de battre en brèche tout ce qui est en faveur de Félix Tshisekedi. Quel est finalement son avenir ? » Et de s'interroger : « Pour qui roule Noël Tshiani ? A-t-il décidé de se présenter en opposant à Félix Tshisekedi ? » Autant de mystère qui entoure un mystère qui entoure le personnage d'un acteur politique, candidat très malheureux à la présidentielle de 2018, mais porté au-devant de la scène politique avec sa loi sur la « congolité » qui a suscité de la passion de tout genre.

Pour qui roule donc Noël Tshiani ? On en saura peut-être un peu plus dans les prochains jours. En tout cas, pour l'instant, c'est vers Félix Tshisekedi qu'il a décidé de lancer ses flèches empoisonnées. C'est un animal politique blessé, déterminé à régler des comptes au Chef de l'Etat.